

**COMPOSITION DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES VŒUX 2025 DE LA LICENCE
MENTION HISTOIRE
PARCOURS SCIENCES PO-DROIT**

Le président de l'université Savoie Mont Blanc,

- Vu** le code de l'éducation, notamment ses articles L. 612-1, L.612-3, L.712-2 et D. 612-1-13,
Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, licence professionnelle et de master,
Vu la proposition Directeur de l'UFR LLSH,

ARRÊTE

Article 1 : Pour l'année universitaire 2026-2027, la composition de la commission d'examen des vœux de la licence

Mention : Histoire

Parcours : Sciences Po-Droit
est fixée comme suit :

Nom Prénom	Qualité (PR, MCF, PRAG, PRCE, chargé d'enseignement vacataire, professionnel)
➤ Président : Monsieur Laurent Guichard, responsable de la licence mention Histoire	MCF
Membres : ➤ Madame Anne-Sophie Nardelli, responsable du parcours Sciences Po-Droit	MCF
➤ Monsieur Maxime Emion	MCF

Article 2 : Le présent arrêté sera affiché dans les locaux de l'UFR Lettres Langues et Sciences Humaines sur le site universitaire de Jacob Bellecombette.

Article 3 : Le directeur général des services, le vice-président de la commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU) du conseil académique et le directeur de l'UFR Lettres Langues et Sciences Humaines, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chambéry, le 3 mars 2026

Pour le Président et par délégation
le Vice-président formation

Jean-François DREUILLE

Philippe BRIAND

Copie aux membres du jury d'examens

Modalités de recours contre le présent arrêté : Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.